

La mesure de prêt-bourse au Burundi "inappropriée et désincarnée"

@rib News, 17/11/2016 Le prêt-bourse ou un désastre pour une vaste majorité de la jeunesse burundaise ! Prof. Libérat Ntibashirakandi - 11 novembre 2016 Au Burundi, l'expérience a déjà montré que les improvisations, les tâtonnements, les précipitations dans les formes du système éducatif conduisent inmanquablement à des échecs aux conséquences néfastes pour les générations futures. Certaines mesures prises dans la précipitation ont même été retirées quelques jours après être annoncées au public. Cela n'est pas le propre de la dictature de Bujumbura, mais elle en est le champion.

Le Gouvernement du Président Bagaza avait tenté d'introduire le système de prêt-bourse mais le Cercle Général des Etudiants Rumuri avait mené une campagne contre cela. Sous la troisième République, le Ministre Gamaliel Ndaruzaniye avait tenté d'introduire une série de formes allant du primaire au secondaire. Là encore, les étudiants réunis au sein de l'Association des Etudiants Rumuri ont manifesté et le gouvernement a renoncé aux dites formes. Ces derniers jours, il s'observe aussi une obstination à produire des mesures surréalistes et impensables pour des décideurs plutôt supposés être au service de l'intérêt général. En témoignage, à titre illustratif, la décision prise en février 2014 par l'ex-ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, Dr Joseph Butore (actuellement 2e Vice-président de la République). Cette mesure visait à supprimer progressivement la bourse des étudiants. A peine deux ans après, nous voici également face à un décret précipité et improvisé, portant sur la réorganisation des bourses au Burundi avec l'introduction d'un système de prêt-bourse. Selon cette nouvelle réglementation en perspective, seuls les étudiants qui termineront les études secondaires avec d'excellents résultats obtiendront une bourse d'excellence ! Ce genre de politiques publiques sont certes importantes, et n'importe quel décideur ne devrait qu'y penser. Sauf que les circonstances particulières du Burundi, que les dirigeants semblent ignorer, ne s'y prêtent pas. Vu le contexte actuel du pays, cette mesure est génératrice de gêne et de désordre comme une bonne frange de celles qui la précèdent. Ce ne serait pas une exagération si nous disions qu'elle est inappropriée et désincarnée, à plus d'un titre. Lire l'intégralité de l'Analyse